

AURÉLIE DUFFY-MEUNIER

Professeur de droit public

aurelie.duffy-meunier@univ-amu.fr

Membre de l'Institut Louis Favoreu (ILF-GERJC), Aix-Marseille Université

Membre associée au Centre de Droit Public Comparé (CDPC)

Membre associée à l'Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation Et de l'État (IRENEE)

TITRES ET CARRIÈRE UNIVERSITAIRES

Depuis le 1^{er} septembre 2019 : Professeur de droit public à Aix-Marseille Université

2023-2024 : Obtention d'un Congé pour Recherche ou Reconversion Thématique d'un an.

2017-2019 : Professeur de droit public à l'Université de Lorraine

2007-2017 : Maître de conférences en droit public à l'Université Paris II – Panthéon-Assas

2016 : Habilitation à diriger des recherches

2006 : Doctorat de droit public, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour un prix et une publication en l'état, Université Paul Cézanne - Aix-Marseille III. Thèse portant sur « *La protection des droits et libertés au Royaume-Uni. Recherche sur le Human Rights Act 1998 et les mutations du droit constitutionnel britannique face aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme* » sous la direction de M. le Professeur Guy SCOFFONI. Membres du jury : Mme Florence BENOIT-ROHMER, Professeur à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, M. Louis DUBOIS, Professeur émérite à l'Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III, M. Jeffrey JOWELL, Professeur de droit public, *University College London*, M. André ROUX, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, Mme Hélène RUIZ-FABRI, Professeur à l'Université Paris I – Panthéon Sorbonne) et M. Guy SCOFFONI, Professeur à l'Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III.

- Prix de la Fondation Alexandre Varenne (meilleure thèse en droit constitutionnel et libertés publiques).
- Premier prix de thèse du Centre français de droit comparé.
- Mention spéciale du prix de thèse René Cassin décernée par l'Institut International des Droits de l'Homme.
- Premier prix de thèse, toutes disciplines confondues et prix de l'Association des docteurs en Droit de la faculté de droit d'Aix-en-Provence.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

I. Publications

Ouvrage individuel

[*La protection des droits et libertés au Royaume-Uni. Recherche sur le Human Rights Act 1998 et les mutations du droit constitutionnel britannique face aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme*](#), LGDJ, Collection Fondation Varenne, Paris, 2007, 636 p.

Direction d'ouvrages et de publications

- 1) [L'État de droit face aux crises. L'État de droit en crise](#), (co-dir Natasa DANELCIUC-COLODROVSKI, Laurence GAY, Caterina SEVERINO, Xavier MAGNON, Ariane VIDAL-NAQUET), PUAM, 2025, 370 p.
- 2) [La justice constitutionnelle illibérale. Un dialogue interdisciplinaire et de droit comparé](#), (co-dir. N. PERLO), RIDC, n°3, 2025.
- 3) [Populisme et changements constitutionnels](#), (co-dir. N. PERLO), in *Confluence des droits*, 2024, 236 p.
- 4) [Quels espaces pour la démocratie participative ? Perspectives comparées](#), Mare & Martin, 2021, 208 p.
- 5) [Autonomie locale et QPC](#) (dir.), *Revue générale du droit on line*, 2019, numéro 32654 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=32654).
- 6) [La nouvelle doctrine du contrôle de proportionnalité de la Cour de cassation à l'épreuve de l'analyse comparative : Allemagne, Italie, Royaume-Uni](#) (dir.), *Revue générale du droit on line*, 2018, numéro 29326 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=29326).
- 7) [La liberté de manifester et ses limites. Perspective de droit comparé](#), in *La Revue des Droits de l'Homme*, n°11, 2017 et [La liberté de manifestations et les transformations dans l'espace public contemporain](#), in *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017 en coll. avec Thomas PERROUD.

Ouvrages et publications collectives

- 1) [Droit des libertés fondamentales](#), en coll. avec L. FAVOREU, P. GAÏA, A. PENA, A. ROUX, G. SCOFFONI, I. FASSASSI, O. LE BOT, L. PECH, Dalloz, 8^{ème} édition, 2021 et 9^{ème} édition, 2024.
- 2) [Introduction au droit public](#), en coll. avec E. ZOLLER, G. GUGLIELMI, I. FASSASSI, Dalloz, 3^{ème} ed., 2022.
- 3) [Les Grands discours de la culture juridique](#), en coll. avec W. MASTOR, J. BENETTI, P. EGEA, X. MAGNON (dir.), Dalloz, collection les grands arrêts, 1^{ère} éd. 2017, 2^{ème} éd., 2020, pp. 88-100.
- 4) [La QPC](#), en coll. avec G. CARCASSONNE et O. DUHAMEL, collection « A savoir », Dalloz, 1^{ère} éd. 2011 et 2^{ème} éd., 2015.
- 5) [Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel](#), en coll. avec B. MATHIEU, J.-P. MACHELON, F. MÉLIN-SOUCRAMANIEN, D. ROUSSEAU et X. PHILIPPE, Dalloz, collection Grandes délibérations, Paris, 1^{ère} éd., 2009 et 2^{ème} éd., 2014, 473 p.

Articles

- 1) « De la démocratie vers le césarisme et le populisme. Réflexions comparatives à partir des pays de common law », *Personnalisation et concentration du pouvoir dans les régimes démocratiques contemporains*, à paraître.
- 2) « Etat et religion au Royaume-Uni. Réflexion sur le modèle britannique de tolérance religieuse », Éditions Panthéon-Assas, à paraître.
- 3) « Le modèle de constitutionnalisme du Commonwealth et la question du dernier mot. Réflexions autour d'un mélange des genres constitutionnels », *AIJC-XXXX-2024*, PUAM, 2026, à paraître.
- 4) « L'office politique du juge constitutionnel. Introduction », (co-dir. N. DANELCIUC-COLODROVSKI), *AIJC-XXXX-2024*, PUAM, 2026, à paraître.
- 5) « La justice constitutionnelle illibérale. Introduction », in (co-dir. N. PERLO) [La justice constitutionnelle illibérale. Un dialogue interdisciplinaire et de droit comparé](#), RIDC, n°3, 2025, pp. 9-17.
- 6) « Situer le concept d'Etat de droit à l'aune de la Rule of Law », in N. DANELCIUC-COLODROVSKI, A. DUFFY-MEUNIER, L. GAY, C. SEVERINO, X. MAGNON, A. VIDAL-NAQUET (dir.), [L'État de droit face aux crises. L'État de droit en crise](#), PUAM, 2025, pp. 51-74.

- 7) « L'État de droit et la crise sanitaire au Royaume-Uni », in D. LE PRADO (dir.), *L'Etat de droit et la crise sanitaire – Acte II*, Société de Législation Comparée, Paris, 2025, pp. 355-360.
- 8) « Du droit de pétition aux Assemblées citoyennes. La place limitée des citoyens dans l'exercice de l'initiative législative au Royaume-Uni », in M. FATIN-ROUGE STEFANINI, N. DANELCIUC-COLODROVSKI et C. GEYNET-DUSSAUZE (dir.), in *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée*, PUAM, Coll. Louis Favoreu, 2025, pp. 273-289.
- 9) « Guerre et Constitution au Royaume-Uni », *AJJC-XXXIX-2023*, PUAM, 2024, pp. 575-611.
- 10) « [Populisme et changements constitutionnels au Royaume-Uni](#) », en coll. avec A. YOUNG, in *Populisme et changements constitutionnels*, co-direction scientifique A. DUFFY-MEUNIER, avec N. PERLO, Confluences des droits, 2024, pp. 161-182.
- 11) « [Introduction](#) », en coll. avec N. PERLO, in *Populisme et changements constitutionnels*, co-direction scientifique A. DUFFY-MEUNIER, avec N. PERLO, Confluences des droits, 2024, pp. 7-9.
- 12) « Le juge britannique et l'affirmation d'un constitutionnalisme empirique », in *Le juge dans le constitutionnalisme moderne, Question sur la Question 8*, Éditions Varenne « Colloques & Essais », 2023, pp. 81-95.
- 13) « [Constitution, histoire et mémoire. Rapport britannique](#) », *AJJC-XXXVIII-2022*, 2023, pp. 589-606.
- 14) [Introduction à la deuxième conférence « Louis Favoreu »](#), Gustavo ZAGREBSKY, ancien président de la Cour constitutionnelle italienne, Réflexion de déontologie constitutionnelle. Un dilemme pour les constitutionnalistes à l'heure des difficultés du constitutionnalisme, *RFDC*, 2023, n° 135, pp. 511-514.
- 15) « L'État de droit et la crise sanitaire au Royaume-Uni », in *L'Etat de droit et la crise sanitaire*, Société de Législation Comparée, Paris, 2022, pp. 237-254, 340 p.
- 16) « [Quelles règles de fonctionnement pour les Assemblées citoyennes ? Regards croisés franco-irlandais](#) », avec M.-L. PARIS, in M. FATIN-ROUGE STÉFANINI ET X. MAGNON (dir.), *Les Assemblées citoyennes : nouvelles utopie démocratique ?*, Confluences des Droits, DICE éditions, 2022, pp.133-164.
- 17) « [Introduction à la « Première conférence « Louis Favoreu »](#) » d'Alain Juppé, *L'héritage de Montesquieu : la séparation des pouvoirs sous l'angle de la justice constitutionnelle* », *RFDC*, 2022, n°129, p. 5-8, (www.cairn.info).
- 18) « [Chronique du « Brexit » \(2016-2021\). Droit constitutionnel étranger. Royaume-Uni](#) », *RFDC*, 2021, n°128, pp. 201- 229.
- 19) « [L'Etat d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire. Rapport britannique](#) », *AJJC-XXXVI-2020*, 2021, pp. 553-575.
- 20) « Le constitutionnalisme britannique à l'épreuve du Brexit, Réflexions comparatives à la lumière du droit constitutionnel français », in A. ANTOINE, A. BLICK, G. GADBIN-GORGES, E. GIBSON-MORGAN, *Constitutions Under Pressure : France and the United-Kingdom in an age of populism and Brexit. Constitutions sous pression : la France et le Royaume-Uni au temps du populisme et du Brexit*, Société de législation comparée, 2021, pp. 129-150.
- 21) « [La vision britannique du vivre ensemble](#) », in C. BOURIAU, M. ROTA ET A. MOINE (dir.), *Le vivre ensemble saisi par le droit*, Éditions Pédone, 2021, pp. 281-295.
- 22) « Regards étrangers sur la répartition des compétences juridictionnelles. La répartition vue du Royaume-Uni et des États-Unis. », en coll. avec W. MASTOR, in X. BIOY, E. DEBAETS, J. SCHMITZ (dir.), *La répartition des compétences juridictionnelles et la protection des libertés*, Éditions Varennes, 2021, pp. 265-282.
- 23) « [L'affaire de la prorogation : Miller \(No 2\). L'annulation de la suspension du Parlement par la Cour suprême britannique](#) », *RFDC*, n° 125, 2021, pp. 127-159.

- 24) « L'intérêt du public est-il une condition de la liberté de la presse en droit anglais ? », in G. GUGLIELMI (dir.), *Les mutations de la liberté d'expression en droit français et étranger*, Éditions Panthéon-Assas, 2021, pp. 262-280.
- 25) « *Constitution et environnement. Royaume-Uni* », *AJJC-XXXV-2019*, 2020, pp. 478-493.
- 26) « *La lutte contre le coronavirus et les droits et libertés au Royaume-Uni. La démocratie britannique face à l'urgence sanitaire* », *Confluence des droits-La revue* [En ligne], 07 | 2020, mis en ligne le 24 juillet 2020. URL : <https://confluencedesdroits-larevue.com/?p=1260>.
- 27) « Les rapports entre le droit administratif britannique et le droit de l'Union européenne », in P. COSSALTER et G. GUGLIELMI (dir.), *L'Internationalisation du droit administratif*, Éditions Panthéon-Assas, 2020, pp. 217-235.
- 28) « Quel Gouvernement pour l'Europe ? Réflexions sur le fédéralisme et le régime parlementaire à la lumière de l'expérience britannique », in C. DENIZEAU (dir.), *L'idée fédérale européenne, passé et avenir à la lumière du droit comparé*, Éditions Panthéon-Assas, 2019, pp. 155-181.
- 29) « *Égalité, Genre et Constitution. Royaume-Uni* », *AJJC-XXXIV-2018*, 2019.
- 30) « *QPC et Autonomie locale. Rapport britannique* », *Revue Générale du Droit on line*, 2019.
- 31) « La dignité de la personne humaine dans la jurisprudence de la Cour suprême britannique », in *Mélanges en l'honneur d'Elisabeth Zoller, Penser le droit à partir de l'individu*, Dalloz, Paris, 2018, pp. 629-651.
- 32) « Réflexion de nature constitutionnelle sur la loi sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne », *l'European Union (Withdrawal) Act 2018* », *RTDE*, 2018, p. 759 (www.dalloz.fr)
- 33) « Le Brexit et la protection des droits de l'Homme. *Human Rights in the context of Brexit* », in G. GADBIN-GEORGE et Juliette RINGEISEN-BIARDEAUD (dir.), *Partir en solitaire : conséquences du Brexit aujourd'hui et demain*, Éditions Panthéon Assas 2018, pp. 99-119.
- 34) « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux au Royaume-Uni » (en coll. avec Sébastien HOURSON et Charles-Edouard SÉNAC), in *La lutte contre le terrorisme et des droits fondamentaux en droit comparé*, Société de Législation Comparée, Paris, 2018, pp. 203-227.
- 35) « Alfonse de Lamartine, discours à l'Assemblée nationale constituante du 6 octobre 1848 », in W. MASTOR, J. BENETTI, P. EGEA, X. MAGNON (dir.), *Les Grands discours de la culture juridique*, Dalloz, collection les grands arrêts, 1^{ère} éd. 2017 et 2^{ème} ed. 2020, pp. 88-100.
- 36) « La préparation britannique du Brexit : l'engagement du retrait », in C. BAHUREL, E. BERNARD, M. HO-DAC, *Le Brexit, Enjeux régionaux, nationaux et internationaux*, Bruylant, Collection Droit de l'Union européenne, 2017, pp. 57-78.
- 37) « La conception britannique de l'intérêt général », in G. GUGLIELMI (dir.), *L'intérêt général dans les pays de common law et de droit écrit*, Éditions Panthéon-Assas, Paris, 2017, pp. 47-65.
- 38) « *La réforme de la motivation des décisions du Conseil constitutionnel à l'épreuve des modèles étrangers : le Royaume-Uni* », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 55, 2017, p. 45.
- 39) « *Régimes d'exception et lutte antiterroriste. Royaume-Uni* », *AJJC*, 2016-XXXII, 2017, pp.73-87.
- 40) *La liberté de manifestation dans l'espace public en droit comparé, Introduction* (en coll. avec Thomas PERROUD), in *La liberté de manifestations et les transformations dans l'espace public contemporain*, *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017 et *La Revue des Droits de l'Homme*, n°11, 2017.
- 41) « *Quand et comment choisir son leader. L'exemple britannique* », *Pouvoir*, n° 154, *Les primaires*, 2015, pp. 41-53.
- 42) « Un programme de la *London School of Economics* : la critique du droit constitutionnel de Dicey », in O. JOUANJAN et E. ZOLLER, *Le « moment 1900 ». Critique sociale et critique sociologique du droit en Europe et aux États-Unis*, Éditions Panthéon-Assas, Paris, 2015, pp. 151-194.

- 43) « Les rapports entre le droit britannique et les droits européens. Le droit de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », in A. ANTOINE (dir.) *Le droit public britannique : état des lieux et perspectives*, Société de Législation Comparée, Paris, 2015, pp. 265-314.
- 44) « L'open data au Royaume-Uni », in I. BOUHADANA et W. GILLES (dir.), *Droit et Gouvernance des données publiques et privées à l'ère du numérique*, IMODEV, 2015, pp. 181-201.
- 45) « [La régulation du contentieux devant la Cour suprême du Royaume-Uni](#) », in Rapport pour la Commission Constitution et Institutions du Club des juristes, *La régulation des contentieux devant les Cours suprêmes*, 2014, pp. 136-149.
- 46) « Regards croisés sur les symboles des procès anglo-saxons » (en collaboration avec W. MASTOR), in W. MASTOR et L. MINIATO (dir.), *Les figures du procès au-delà des frontières*, Dalloz, Collection « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 71-91.
- 47) « La justice dans les pays de *common law* et de droit mixte », in *La Justice*, La documentation française, Paris, coll. « Notices » La justice en France, 2013, pp. 281-291.
- 48) « [Principe de transparence et justice constitutionnelle : La Cour suprême du Royaume-Uni](#) », Conférence-débat du CDPC intitulée — Principe de transparence et justice constitutionnelle, Cycle « Les valeurs du droit public », 21 novembre 2013, disponible sur le site http://www.u-paris2.fr/30049092/0/fiche___article/&RH=CDPC-ACTIV.
- 49) « [La motivation des décisions de la Cour suprême du Royaume-Uni](#) », in *AJJC-XXVIII-2012*, 2013, pp.61-64.
- 50) « [La citoyenneté au Royaume-Uni ou la recherche d'une valeur inexplorée](#) », Conférence débat du CDPC sur la citoyenneté, Cycle « Les valeurs du droit public », 14 février 2013, disponible sur le site http://www.u-paris2.fr/CDPC0/0/fiche___pagelibre/.
- 51) « Human Rights » et « Supreme Court », in A. ALBARIAN (dir.), *Les 100 mots du droit anglais. 100 notions fondamentales du droit anglais à l'épreuve du droit français*, Wolters Kluwer, Lamy, coll. Axe droit, 2013, pp. 330-336 et pp. 610-616.
- 52) « [La Cour suprême au Royaume-Uni après le Constitutional Reform Act 2005 : une juridiction hors norme](#) », *RIDC*, 2012 n° 3, pp. 681-734 et *Jus Politicum* n°9, 2013.
- 53) « [Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle – Vues de l'extérieur : les enseignements du droit comparé](#) », *LPA*, n° spécial, 2012, *Regard du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle*, Actes du colloque d'Evry-Val d'Essonne UFR Droit – Centre Léon Duguit, 2012, n° 243, n° 243, pp. 34-38.
- 54) « [Le Conseil constitutionnel est-il centralisateur ? Réflexion sur les rapports entre libre administration et décentralisation dans la jurisprudence constitutionnelle](#) », in P. CHRÉTIEN, N. FERREIRA et L. JANICOT (dir.), *L'État dans ses relations avec les collectivités territoriales, Journée d'études juridiques sur la centralisation française*, Collection LEJEP, lextenso, 2011, pp. 149-183.
- 55) « [Pédagogie et interprétation du juge constitutionnel](#) », in P. RAIMBAULT (dir.), *La pédagogie au service du droit*, Presse de l'Université de Toulouse 1 Capitole, 2011, pp. 185-211.
- 56) « [La sincérité dans les pays de common law](#) », in O. LE BOT (dir.), *La sincérité en droit*, Larcier, 2011, pp. 197-222.
- 57) « [Les délibérations du Conseil constitutionnel – Année 1984](#) », en collaboration avec O. LE BOT, X. PHILIPPE, A. VIDAL-NAQUET, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 31, 2011/3, pp. 97-122.
- 58) « [Les délibérations du Conseil constitutionnel – Année 1983](#) », en collaboration avec O. LE BOT, X. PHILIPPE, A. VIDAL-NAQUET, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 31, 2011/2, pp. 63-85.

- 59) « Le contrôle parlementaire de l'administration au Royaume-Uni », in B. SEILLER (dir.), [*Le contrôle parlementaire de l'administration*](#), Dalloz, Collection « Thèmes et commentaires », 2010, pp. 85-105.
- 60) « [La Cour des comptes : une institution sous double influence](#) », *RFFP*, février, 2010, pp.125-167.
- 61) « Les droits fondamentaux et l'identité des ordres juridiques : rapport sur le Royaume-Uni », in E. DUBOUT et S. TOUZÉ (dir.), [*Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*](#), Pedone, 2010, pp. 259-277.
- 62) « La fin de vie au Royaume-Uni », in [*La fin de vie et l'euthanasie*](#), Collection du Centre de droit de la santé d'Aix-Marseille, Les Etudes Hospitalières, 2008, pp. 207-224.
- 63) « *Human Rights Act* », in J. ANDRIANTSIMBAZOVINA, H. GAUDIN, H.-P. MARGUÉNAUD, S. RIALS et F. SUDRE (dir.), [*Dictionnaire des Droits de l'Homme*](#), PUF, Paris, 2008, pp. 486-488.
- 64) « [Le contrôle juridictionnel dans le cadre du Human Right Act 1998 : un standard de contrôle conventionnalisé pour une meilleure protection des droits et libertés ?](#) », *L'Europe des Libertés*, n° 24, 2007, pp. 10-21.
- 65) « Le *Human Rights Act 1998* à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », *L'Europe des Libertés*, L'Europe des libertés, 2007.
- 66) « [La constitutionnalisation de la liberté contractuelle](#) », *RDP*, 2006, n° 6, pp. 1569-1600.
- 67) « Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux » (en coll. avec A. SÉNATORE et O. LE BOT), in *Quel droit pour le XXIème siècle ?*, Actes du colloque de l'école doctorale des Sciences Juridiques et Politiques, PUAM, Aix-en-Provence, 2003, pp. 48-67.

Chroniques

Direction de la chronique de jurisprudence constitutionnelle de la RFDC depuis 2019.

Droit comparé

- 1) « Droit constitutionnel étranger : l'actualité constitutionnelle dans les pays de *common law* et de droit mixte ; Royaume-Uni », *Chronique*, RFDC, de 2006 à 2021, [n° 66](#), n° 70, n° 71, [n° 79](#), [n° 80](#), [n° 86](#), [n° 92](#), [n° 101](#), n°111, [n°112](#), [n°128](#), [n°132-2022](#) (www.cairn.info).
- 2) « L'office politique du juge constitutionnel », Direction d'études en coll. avec N. DANELCIUC-COLODROVSKI, *AIJC-XXXX-2024*, PUAM, 2026, à paraître.

Contentieux constitutionnel français

- 2) « [Pouvoirs publics et autorités administratives](#) », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle en collaboration avec L. JANICOT et A. ROBLOT-TROIZIER, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 36, 2012, pp. 35-53.
- 3) « [Le droit au repos et à la protection de la santé au travail devant la Cour de cassation](#) », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, pp. 59-66.
- 4) « [Droit économique – Contrats et marchés \(dont liberté contractuelle\)](#) », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle en collaboration avec L. JANICOT et A. VIDAL-NAQUET, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 34, 2012, pp. 173-181.
- 5) « [Pouvoirs publics et autorités administratives - Collectivités territoriales](#) », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle en collaboration avec L. JANICOT et A. ROBLOT-TROIZIER, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 32, 2011, pp. 213-221.

- 6) « Autres droits et principes sociaux », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle, *Les nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 30, 2010, pp. 195-197.
- 7) « [Droits économiques](#) » et « [Autres droits et principes sociaux](#) », Chronique de l'observatoire de jurisprudence constitutionnelle, Septembre 2008-septembre 2009, *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, 2010, n° 28, pp. 154-156 et pp. 165-169.

Commentaires et notes de jurisprudence

- 1) Commentaire de la décision n° 2008-566 DC du 9 juillet 2008, « jurisprudence du Conseil constitutionnel », *RFDC*, 2009, n° 77, pp. 175-188.
- 2) Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2006-535 DC du 30 mars 2006, *Chroniques, France, AIJC* 2006/XXII(2007), p. 776, pp. 785-786 et p. 794.
- 3) Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2006-540 DC du 27 juillet 2006, *Chroniques, France, AIJC* 2006/XXII(2007), p. 778 et pp. 786-787.
- 4) Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2006-542 DC du 9 novembre 2006, *Chroniques, France, AIJC* 2006/XXII(2007), pp. 793-794.
- 5) Commentaire de la décision n° 2003-497 DC du 1^{er} juillet 2004, « jurisprudence du Conseil constitutionnel 1^{er} juillet-30 septembre 2004 », *RFDC*, 2004, n° 60, pp. 809-821.
- 6) « La liberté de réunion et d'association à l'épreuve du pouvoir de gestion du domaine public », note sous TA de Paris, 11 juin 2003, *Les Petites affiches*, 2004, n° 1256, pp. 20- 23.
- 7) Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2003-480 du 31 juillet 2003, « Sommaires commentés », *Dalloz*, 2004, n° 18, pp. 1281-1282.
- 8) Note sous la décision du Conseil constitutionnel n° 2003-487 DC du 18 décembre 2003, « Sommaires commentés », *Dalloz*, 2004, n° 18, pp. 1274-1275.

Interventions dans les médias

- 1) Intervention, Radio France International, [Le Débat du Jour, A quoi servent les Monarchies, 15 septembre 2022](#).
- 2) Blog du club des juristes, 20 novembre 2018, [« Que retenir de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur le Brexit ? »](#)
- 3) Blog du club des juristes, 5 juillet 2017, [« 3 questions à Aurélie Duffy-Meunier sur le Brexit suite aux élections législatives anticipées au Royaume-Uni »](#)
- 4) Blog du club des juristes, 26 avril 2017, [« 3 questions à Aurélie Duffy-Meunier sur les élections anticipées au Royaume-Uni »](#)

Traductions et actualisations

- 1) Traduction d'une chronique de C. SAUNDERS, « Droit constitutionnel étranger : l'actualité constitutionnelle dans les pays de *common law* et de droit mixte (janvier-juin 2003) ; Australie », *Chronique, RFDC*, janvier 2004, n° 57, pp. 132-142.
- 2) Traduction d'une chronique de A. BUTLER, « Droit constitutionnel étranger : l'actualité constitutionnelle dans les pays de *common law* et de droit mixte (1^{er} juillet 2002-30 juin 2003) ; Nouvelle-Zélande », *Chronique, RFDC*, 2003, n° 56, pp. 852-859.
- 3) Traduction d'une chronique de A. BUTLER, « Droit constitutionnel étranger : l'actualité constitutionnelle dans les pays de *common law* et de droit mixte (janvier- juin 2002) ; Nouvelle-Zélande », *Chronique, RFDC*, 2002, n° 52, pp. 886-900.
- 4) Actualisation de L. FAVOREU, P. GAIA, R. GHEVONTIAN, J.-L. MESTRE, O. PFERSMANN, A. ROUX, G. SCOFFONI, *Droit Constitutionnel*, Paris, Dalloz, 9^{ème} éd., 2006, pp. 841-842.

II. Communications

- 1) « La VIème République le remède aux maux du présidentielisme ? VIème République », débat, in BLOUET Alexis et MONAT Adrien (dir.), *Droit et contestation du chef d'État : Vers une VIème République ?*, Colloque Institut Louis Favoreu, 12-13 novembre 2025, Aix-Marseille Université /LEJEP (CY Université, Science-Po Saint Germain).
- 2) « Etat de droit, populisme et changements constitutionnels en France », in N. DANELCIUC-COLODROVSKI (dir.), *Peuple populisme et respect de la démocratie et de l'Etat de droit*, Journée Constadem, 5 novembre 2025, Aix-Marseille Université
- 3) *Les cultures constitutionnelles : comment la Constitution se raconte, débat : Quelles visions et quelles garanties du principe d'égalité dans les cultures constitutionnelles contemporaines ?* IXe Université d'automne de l'ILF, co-dir (A. BACHERT-PERETTI, N. DANELCIUC-COLODROVSKI, C. DAVID, M. FATIN-ROUGE STEFANINI), Aix-en-Provence, 1^{er}-3 oct., 2025.
- 4) Introduction, Quatrième « Conférence Louis Favoreu », Johannès MASING, Professeur à l'Université de Fribourg et ancien juge à la Cour constitutionnelle fédérale allemande, *Les nouveaux défis de la liberté d'expression*, Aix-en-Provence, 15 septembre 2025.
- 5) « La légitimité de la Justice constitutionnelle. Rapport britannique », XLI^e Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle, 12-13 septembre 2025.
- 6) « Réformer le mode de scrutin et encadrer la motion de censure » in N. DANELCIUC-COLODROVSKI (co-dir) « Équilibres et déséquilibres institutionnels dans le contexte d'un Parlement morcelé. Analyse comparée entre la Bulgarie, la France et la Roumanie », Journée Constadem, 27 mai 2025, Aix-Marseille Université.
- 7) « Memory Law v. freedom of expression in France », in A. NUSSBERGER (dir.) *Current Crises in Light of Historical Experiences: Normative Approaches in Germany and France*, Democracy project, 13 mai 2025, Université de Cologne.
- 8) « La Présidence Trump, l'Etat de droit et la démocratie en crise : Introduction », in A. DUFFY-MEUNIER (dir.) *La Présidence Trump, l'Etat de droit et la démocratie en crise*, conférences d'actualité de l'ILF, Aix-en-Provence, 9 avril 2025.
- 9) « Le solidarisme au Royaume-Uni et dans les pays de *common law* », in Solidarisme et droit constitutionnel, Colloque organisé par l'Unité Propre de Recherche CHROME de l'Université de Nîmes et le laboratoire des sciences JPEG d'Avignon Université, 29 novembre 2024, Nîmes.
- 10) « Controlling the expression of citizens involved in constitutional reform processes in comparative law. Confronting judicial and popular scales of legitimacy in an era of populism », in *Civil society and constitutional reform: experiments and possible evolutions - which paths to follow to enable citizens to own the constitutional norm ?* COREP project final Meeting, 13 novembre 2024.
- 11) « Les frontières du constitutionnalisme. Rapport britannique », XX^eme Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle, 13 et 14 septembre 2024.
- 12) *Populism and Constitutional Changes in the United Kingdom*, ICON.S-Roundtable, Atelier en anglais autour de l'ouvrage *Populisme et changements constitutionnels* en coll. avec N. PERLO, 8-10 juillet 2024, Madrid.
- 13) *Citizens' involvement and issues submitted to constitutional reforms*, Third Workshop, COREP Project – International Emerging Actions (IEA) – 2023-2024, Sutherland School of Law, University College Dublin, 3rd May 2024.
- 14) « Les rapports entre religion, droit et État au Royaume-Uni. Réflexion sur le modèle britannique de tolérance religieuse », Colloque organisé par le CDPC, Université Paris II – Panthéon Assas, 21-22 mars 2024, Paris.

- 15) « La vision britannique de la laïcité », in *Principe de laïcité : visions plurielles. Regards croisés France, Québec, Italie, Royaume-Uni*, Table Ronde organisée par C. SEVERINO, 9 décembre 2023, Science Po Aix.
- 16) « La Rule of Law », in *L'État de droit face aux crises. L'État de droit en crise*, Colloque international, 7 et 8 décembre 2023, (co-dir) Natasa DANELCIUC-COLODROVSKI, Laurence GAY, Xavier MAGNON, Caterina SEVERINO, Ariane VIDAL-NAQUET, Faculté de droit et de Science Politique et Sciences Po Aix 7 et 8 décembre 2023, Aix-en-Provence.
- 17) « De la démocratie vers le césarisme et le populisme. Réflexions comparatives sur les pays de civil law et les pays de common law », Personnalisation et concentration du pouvoir dans les régimes démocratiques contemporains, sous la dir. Scientifique de Stéphane MOUTON, en partenariat avec l'Institut Louis Favoreu et le Centre Maurice Hauriou, Toulouse, 21 et 22 septembre 2023.
- 18) « Guerre et Constitution. Rapport britannique », XIX^{ème} Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle, 15 et 16 septembre 2023.
- 19) Introduction au colloque *La Justice constitutionnelle illibérale*, coll. avec N. PERLO, 30 juin 2023, Aix-en-Provence.
- 20) « La place limitée des citoyens dans l'exercice de l'initiative législative au Royaume-Uni : le cas du droit de pétition et des assemblées citoyennes », in *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée*, Colloque organisé par l'ILF-GERJC, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI, Natasa DANELCIUC-COLODROVSKI et Chloë GEYNET-DUSSAUZE, Aix-Marseille Université, 8 et 9 juin 2023.
- 21) Introduction à la deuxième conférence « Louis Favoreu », Gustavo ZAGREBSKY, ancien président de la Cour constitutionnelle italienne, Réflexion de déontologie constitutionnelle. Un dilemme pour les constitutionnalistes à l'heure des difficultés du constitutionnalisme, 1^{er} décembre 2022.
- 22) « Constitution, histoire et mémoire. Rapport britannique », XVIII^{ème} Table Ronde Internationale, Aix-Marseille-Université, 9 et 10 septembre 2022.
- 23) « Populisme et changements constitutionnels au Royaume-Uni », en coll. avec A. YOUNG, in *Populisme et changements constitutionnels*, co-direction scientifique A. DUFFY-MEUNIER avec N. PERLO, 17 et 18 mars 2022, Toulouse
- 24) Introduction au colloque *Populisme et changements constitutionnels*, coll. avec N. PERLO, 17 et 18 mars 2022, Toulouse
- 25) Introduction à la Première conférence « Louis Favoreu », Alain Juppé, *L'héritage de Montesquieu ; la séparation des pouvoirs sous l'angle de la justice constitutionnelle*, 24 septembre 2021, Aix-en-Provence.
- 26) « CEDH, Constitutions et traditions juridiques : quelles influences ? », La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : un instrument vivant. Célébration du soixante-dixième anniversaire de la CEDH, 5^e rencontre : CEDH et droit constitutionnel, Université de Lorraine / IRENEE, colloque virtuel, 12 avril 2021.
- 27) « Quelles règles de fonctionnement pour les Assemblées citoyennes ? Regards croisés franco-irlandais » (en collaboration avec M.-L. PARIS), in *Les Assemblées citoyennes : nouvelles utopies démocratiques ?* Colloque organisé par l'ILF-GERJC, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI et Xavier MAGNON Aix-Marseille-Université, 4 décembre 2020.
- 28) « L'état d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire. Rapport britannique », XXXVI^{ème} Table Ronde Internationale, 11 septembre 2020.
- 29) « Constitution et environnement. Rapport britannique », XXXV^{ème} Table Ronde Internationale, 6 et 7 septembre 2019, Aix-en-Provence.
- 30) « L'intérêt du public est-il une condition de la liberté de la presse en droit anglais ? », *L'application des droits et libertés par les personnes privées : La liberté d'expression en droit comparé*, Colloque international du Centre de Droit Public comparé, Université Paris II – Panthéon-Assas, Paris, 23 et 24 mai 2019.

- 31) « *La vision britannique du vivre ensemble* », *Le vivre ensemble, approche de droit comparé*, 23 avril 2019, IRENEE, Metz.
- 32) « QPC et Autonomie locale. Rapport britannique », Conférence-Débat du CDPC, Paris, Université Panthéon-Assas, 31 janvier 2019.
- 33) « Regards étrangers sur la répartition des compétences juridictionnelles. La répartition vue du Royaume-Uni et des États-Unis. », en coll. avec W. MASTOR, in Colloque organisé par l'Institut Maurice Hauriou sur la répartition des compétences juridictionnelles et la protection des libertés, Toulouse, 17 et 18 janvier 2019.
- 34) « *The Human Rights Act in the context of Brexit* », in *Going Solo : Consequences of Brexit Today and Tomorrow*, Colloque organisé par l'Université Paris 2 – Panthéon Assas, 1er juin 2018 (communication en anglais).
- 35) « Les rapports du droit administratif britannique avec le droit européen », in *L'Internationalisation du droit administratif*, Colloque organisé par le Centre de Droit Public Comparé, Université Paris 2 – Panthéon Assas, 24 au 26 mai 2018.
- 36) Discussion autour de l'ouvrage du Doyen de King's College London, Ben Bowling *Global Policing and Transnational Law Enforcement*, 16 mars 2017.
- 37) « Les enjeux institutionnels et politiques du *Brexit* : La préparation britannique, l'engagement du retrait », in *Quelle Union européenne à l'heure du Brexit*, Colloque organisé par l'Université de Lille Droit et Santé, l'Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) ainsi que l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (UVHC), 10 mars 2017.
- 38) « La conception britannique de l'intérêt général », *L'intérêt général dans les pays de common law et de droit écrit*, Colloque international organisé par le Centre de Droit Public Comparé, 27 et 28 mai 2016.
- 39) « Un programme de la *London School of Economics* : la critique du droit constitutionnel de Dicey », *Critique sociale et critique sociologique du droit en Europe et aux États-Unis : Le « moment 1900 »*, Colloque international organisé par le Centre de Droit Public Comparé de l'Université Paris II-Panthéon-Assas, 29 et 30 mai 2015.
- 40) « La protection des droits et libertés au Royaume-Uni et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », École nationale de la magistrature, 24 mars 2015.
- 41) « Les rapports entre le droit britannique et les droits européens. Le droit de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », *Colloque Droit public du Royaume-Uni, Etats des lieux et perspectives* organisé par le CERCRID, l'Université Paris XII et la Société de Législation Comparée, Saint-Etienne, 14 novembre 2014.
- 42) « La régulation du contentieux devant la Cour suprême du Royaume-Uni », intervention devant la Commission Constitution et Institutions du Club des juristes, 2014.
- 43) « Principe de transparence et justice constitutionnelle : la Cour suprême du Royaume-Uni », Conférence-débat du Centre de Droit public comparé, Université Paris II- Panthéon Assas, 21 novembre 2013.
- 44) « L'open data au Royaume-Uni », Colloque international sur « Le droit et la gouvernance des administrations publiques à l'ère du numérique » organisé par l'IMODEV et l'IRJS, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 17 et 18 juin 2013.
- 45) « La citoyenneté au Royaume-Uni ou la recherche d'une valeur inexplorée », Conférence débat du Centre de Droit public comparé sur « La citoyenneté », Cycle « Les valeurs du droit public », Université Paris II – Panthéon Assas, 14 février 2013.

- 46) « Regards croisés sur les symboles des procès anglo-saxons », (en collaboration avec W. MASTOR), Colloque sur « Les figures du procès au-delà des frontières » organisé par l'Université Toulouse 1 - Capitole, 18 octobre 2012.
- 47) « Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle – Vues de l'extérieur : les enseignements du droit comparé », Colloque « Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle » organisé par l'Université d'Evry-Val-d'Essonne UFR Droit – Centre Léon Duguit, 27 mars 2012.
- 48) « Pédagogie et interprétation du juge constitutionnel », Colloque sur « La pédagogie au service du droit » organisé par l'équipe de recherche de Théorie des actes et du contrôle des institutions publiques, Université Toulouse I, 28 et 29 janvier 2010.
- 49) « Le contrôle parlementaire de l'administration au Royaume-Uni », Colloque sur « Le contrôle parlementaire de l'administration » organisé par le Centre de recherche en droit administratif au Sénat, 18 janvier 2010.
- 50) « Ouverture des archives du Conseil constitutionnel : 25 ans de délibérations », Compte-rendu de la période 1980-1983, Conseil constitutionnel, Paris, 30 janvier 2009, présentation publiée dans les Cahiers du Conseil constitutionnel, Hors-série 2009, pp.123-127.
- 51) « La fin de vie au Royaume-Uni », Colloque sur « La fin de vie et l'euthanasie » organisé par le Centre de Droit de la Santé et le Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle - Institut Louis Favoreu, 30 novembre et 1^{er} décembre 2007.
- 52) « Le renouveau du droit constitutionnel britannique sous l'influence du *Human Rights Act 1998* », VI^e Congrès français de droit constitutionnel, Faculté de droit de Montpellier, 9, 10 et 11 juin 2005.
- 53) « La protection constitutionnelle de la liberté contractuelle », Colloque sur le Bicentenaire du Code Civil organisé par l'Ecole Doctorale de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, mai 2004.
- 54) « Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux », Colloque, *Quel droit pour le XXI^{ème} siècle ?* organisé par l'Ecole Doctorale de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence, mai 2002 (en collaboration avec A. SÉNATORE et O. LE BOT).

RESPONSABILITÉS ACADÉMIQUES ET EXPERTISE

I. Responsabilités scientifiques

Organisation de manifestations scientifiques

- 1) Dan ESTY, Conférence du DU d'études juridiques comparatives, Aix-en-Provence, 1^{er} juin, 2026.
- 2) Nitish MONEBHURUN, Law Professor (University Center of Brasília, Brazil), *La dérive instrumentale du droit comparé au Brésil*, Aix-en-Provence, 18 décembre 2025.
- 3) *Les cultures constitutionnelles : comment la Constitution se raconte*, IX^e Université d'automne de l'ILF, co-dir (A. BACHERT-PERETTI, N. DANELCIUC-COLODROVSKI, C. DAVID, M. FATIN-ROUGE STEFANINI), 1^{er}-3 oct., 2025.
- 4) Quatrième « Conférence Louis Favoreu », Johannès MASING, Professeur à l'Université de Fribourg et ancien juge à la Cour constitutionnelle fédérale allemande, *Les nouveaux défis de la liberté d'expression*, Aix-en-Provence, 15 septembre 2025.
- 5) *La légitimité de la Justice constitutionnelle*, XLI^e Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle, 12-13 septembre 2025.
- 6) *La Présidence Trump, l'Etat de droit et la démocratie en crise*, conférences d'actualité de l'ILF, 9 avril 2025.

- 7) Matthew DYSON, Professeur à la faculté de droit de l'Université d'Oxford, Directeur de l'Institute for European and Comparative Law, *Walls, Bridges, Rivers, Scars : Boundaries in our Maps of the Law*, Conférence du DU d'études juridiques comparatives, Aix-en-Provence, 31 mars 2025.
- 8) ICON.S-Roundtable, Atelier en anglais autour de l'ouvrage *Populisme et changements constitutionnels* en coll. avec N. PERLO, 8-10 juillet 2024, Madrid.
- 9) Troisième « Conférence Louis Favoreu », Angelika NUSSBERGER, Professeur à l'Université de Cologne, juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de l'Allemagne (2010-2020), juge internationale à la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine, *L'universalité des droits de l'homme - un concept sous examen ?*, 2 avril 2024, Aix-en-Provence.
- 10) *L'État de droit face aux crises. L'État de droit en crise*, Colloque international, Colloque organisé par l'ILF-GERJC, Faculté de droit et de Science Politique et Sciences Po Aix, sous la direction scientifique de Natasa DANELCIUC-COLODROVSKI, Aurélie DUFFY-MEUNIER, Laurence GAY, Xavier MAGNON, Caterina SEVERINO, Ariane VIDAL-NAQUET, 7 et 8 décembre 2023, Aix-en-Provence.
- 11) *La fin du droit national à l'interruption volontaire de grossesse aux Etats-Unis : Quels enseignements pour l'étude comparative des droits ?* Elisabeth ZOLLER, Professeur Émérite à l'Université Panthéon-Assas, Conférence inaugurale du DU d'études juridiques comparatives, 7 novembre 2023.
- 12) *Guerre et Constitution*, XIX^{ème} Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle, (co-dir X. MAGNON et C. SEVERINO) 15 et 16 septembre 2023.
- 13) *La Justice constitutionnelle illibérale. Un dialogue interdisciplinaire et de droit comparé*, co-direction scientifique avec N. PERLO, 30 juin 2023, Aix-en-Provence.
- 14) Deuxième « Conférence Louis Favoreu », Gustavo ZAGREBELSKY, ancien président de la Cour constitutionnelle italienne, *Réflexion de déontologie constitutionnelle. Un dilemme pour les constitutionnalistes à l'heure des difficultés du constitutionnalisme*, 1^{er} décembre 2022.
- 15) *Populisme et changements constitutionnels*, co-direction scientifique avec N. PERLO, 17 et 18 mars 2022, Toulouse.
- 16) Première « Conférence Louis Favoreu », Alain JUPPÉ, *L'héritage de Montesquieu ; la séparation des pouvoirs sous l'angle de la justice constitutionnelle*, 24 septembre 2021, Aix-en-Provence.
- 17) Workshops franco-irlandais sur *Le défi citoyen de la démocratie délibérative en France et en Irlande*, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, 7 décembre 2020 et 9 décembre 2021 et *University College Dublin*, 18 octobre 2021, Programme ULYSSES.
- 18) Conférence de Laurence BURGORGUE-LARSEN, *L'ouverture des systèmes juridiques aux sources venues d'ailleurs*, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, 6 mars 2020.
- 19) Conférence d'Elisabeth ZOLLER, *Les deux Constitutions de John Marshall : une relecture de l'arrêt Marbury v. Madison*, Conférence du DU d'études juridiques comparatives, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, 11 février 2020.
- 20) Conférence de Michel SÉJEAN, *L'Europe de la cybersécurité et l'humain, Identité, intimité et autonomie numériques*, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille, 20 janvier 2020.
- 21) *Quels espaces pour la démocratie participative ? Perspectives comparées*, Journée d'étude internationale, Université de Lorraine, Metz, 26 novembre 2019.
- 22) *QPC et Autonomie locale*, Conférence-Débat du CDPC, Paris, Université Panthéon-Assas, 31 janvier 2019.
- 23) *La nouvelle doctrine du contrôle de proportionnalité de la Cour de cassation à l'épreuve de l'analyse comparative : France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni*, 8 février 2018.
- 24) Conférence autour de l'ouvrage du Doyen de King's College London, Ben BOWLING, *Global Policing and Transnational Law Enforcement*, 16 mars 2017.

- 25) *La liberté de manifester dans l'espace public*, Co-direction scientifique, avec Thomas PERROUD, d'un colloque organisé par le Centre de droit public comparé et l'Institut Louis Favoreu, GERJC, mars 2016, *Jus Politicum*, n° 17, janvier 2017 et *La Revue des Droits de l'Homme*, n°11, 2017.

Direction de projets internationaux

- *Le défi citoyen de la démocratie délibérative en France et en Irlande*, PHC ULYSSES 2020, co-financement du conseil irlandais de la recherche (IRC) et des ministères français de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), organisation de manifestations scientifiques et de publications franco-irlandaises.

Participation à des projets internationaux

- *Projet R2D2, Réformer et Refonder le processus Décisionnel dans une Démocratie*, AMIDEX, 2025-2029, dirigé par S. De Cacqueray, Sophie Hutier et Sophie Lamouroux.
- *Projet IRN-DEFIDEM, Les défis d'une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d'une culture participative et démocratisation des démocraties*, projet DEFIDEM (Les défis d'une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d'une culture participative et démocratisation des démocraties), Belgique, Canada, Croatie, Irlande, Islande, Italie, Hongrie, Suisse, coordonné par M. Fatin-Rouge Stefanini sur 5 ans (2024-2029),.
- *Projet CONSTADEM, Le constitutionnalisme à l'ère des abus. Quelles reconfigurations possibles pour la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit ?*, déposé dans le cadre du PHC RILA (France-Bulgarie), 2024-2025.
- *Projet Lexis, Législation, Innovation et Société, La participation citoyenne à la définition des lois, perspective interdisciplinaire et comparative*, (Canada, la France, la Belgique, le Luxembourg), sur 5 ans (2024-2029).
- *Projet COREP (France, Irlande, Islande): Constitutional reform processes in Ireland, Iceland and France: methods, difficulties and potential to institutionalize citizen empowerment*, co-dirigés par M. Fatin-Rouge Stefanini, M.-L. Paris et Kári Hólmur Ragnarsson, Mai 2023-Novembre 2024.

Travaux de recherche collective

- 1) Membre de l'*Observatoire de jurisprudence constitutionnelle* de l'Université Panthéon-Assas Paris II dirigé par G. DRAGO, en partenariat avec le Conseil constitutionnel.
- 2) Membre de la mission « Ouverture des archives : 25 ans de délibérations » (groupe de travail pour la période 1980-1986), Conseil constitutionnel (2008-2009 et 2014).
- 3) Participation à des travaux de recherche portant sur « Les trente ans de saisine parlementaire » (« 30 ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel – Colloque et publication en Hommage à Louis Favoreu, 22 octobre 2004 au Conseil constitutionnel », *Economica*, PUAM, 2006, 200 p.) et sur « Les réserves d'interprétation dans les décisions du Conseil constitutionnel ».

Expertise et rapports

- 1) Membre du Comité d'évaluation HCERES, Décembre 2024, Nanterre.
- 2) Membre du jury de la Nouvelle Bibliothèque des Thèses de Dalloz (2022-2025).
- 3) Expertise individuelle pour rapporter sur les dossiers RIPEC, pour les campagnes de la faculté de Droit et de science politique d'Aix-Marseille Université (2022-...).
- 4) Rapport britannique dans le cadre de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de législation comparée sur « L'État de droit et la crise sanitaire » en vue du colloque sur le même sujet du 17 juin 2021 et du 2 décembre 2022.

- 5) Rapport britannique dans le cadre du groupe de travail de la Section « Droit de l'action publique » de la Société de législation comparée sur la « Lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux », 23 janvier 2017, 31 mars 2017.
- 6) Intervention devant la Commission Constitution et Institutions du Club des juristes, « La régulation du contentieux devant la Cour suprême du Royaume-Uni », 2014.
- 7) Audition, avec les membres du Centre de droit public comparé, par le Groupe d'études sur la coordination des droits européens de l'Assemblée nationale, 13 juin 2013.
- 8) Membre de la mission « Ouverture des archives : 25 ans de délibérations » (groupe de travail pour la période 1980-1986), Conseil constitutionnel (2008-2009 et 2014).

Responsabilités éditoriales

- Membre du comité de lecture de la *Revue Française de Droit Constitutionnel*
- Responsable (en coll. avec L. GAY) de la chronique de jurisprudence du Conseil constitutionnel de la *Revue Française de Droit Constitutionnel* depuis 2019.
- Responsable de la chronique « Droit constitutionnel étranger : l'actualité constitutionnelle dans les pays de *common law* et de droit mixte ; Royaume-Uni » de la *Revue Française de Droit Constitutionnel* depuis 2005.
- Membre du Comité de rédaction et du Conseil d'administration de la *Revue Droit Public Comparé – Comparative Public Law*
- Membre du comité éditorial de la revue *Confluence des droits* _La revue

Investissement dans la vie universitaire, associative et scolaire

- Co-responsable du prix étudiant « La démocratie par le droit » (2025-2026) avec P. MONGE et S. LAMOUREUX.
- Membre du jury, Concours d'écriture, « Et si la paix était notre héritage ? », Faculté de droit et de Science politique d'Aix-Marseille Université.
- Organisation d'un atelier des candidatures avec des interventions d'étudiants de Licence 1 sur la question de l'égalité dans le cadre de l'Université d'automne, *Les cultures constitutionnelles : comment la Constitution se raconte*, débat, IXe Université d'automne de l'ILF, co-dir (A. BACHERT-PERETTI, N. DANIELCIUC-COLODROVSKI, C. DAVID, M. FATIN-ROUGE STEFANINI), Aix-en-Provence, 1^{er}-3 oct., 2025.
- Interventions dans des forums étudiants : janvier 2025 (Salon étudiant Studyrama, Aix), février 2026 (Journées portes ouvertes, Faculté de droit, Aix-en-Provence et Marseille)
- Intervention dans des écoles primaires dans le cadre de l'association Parlons démocratie (2024, Ecole de la pointe Rouge, Marseille ; Bouc-Bel-Air, Ecole de la Salle)

Vie associative

- Membre de la Société de législation comparée
- Membre de l'Association Française de droit constitutionnel
- Membre d'International Society of Public Law | ICON•S
- Membre de l'Institut International des Droits de l'Homme.
- Membre de l'Association Parlons Démocratie

II. Responsabilités universitaires

Direction de diplômes

- Co-direction du DU d'études juridiques comparatives (avec A. ALBARIAN), Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille Université (2022-...).
- Responsable de la Double Maîtrise en droit mention Droit français et anglais entre l'Université de Paris II et l'Université *King's College London* (de juillet 2016 à septembre 2017)
- Responsable du Double Master 1 en droit mention Droit comparé/Droits français et de *Common Law* entre l'Université de Paris II et *University College Dublin* (de septembre 2011 à septembre 2017).

Responsabilités administratives

- Membre du Conseil de la faculté de Droit et de science politique d'Aix-Marseille Université (10 mars 2022-2024 ; 2024-...).
- Membre du Conseil d'UFR de la faculté de Droit, économie, administration de Metz, Université de Lorraine (du 27 mars 2018 au 1^{er} septembre 2019).
- Membre du Conseil académique de l'Université Paris II – Panthéon Assas (de 2016 à 2017).
- Membre du Conseil de l'UFR à l'Université Paris II – Panthéon Assas, 2^{ème} et 3^{ème} cycle de droit et de sciences politique (de 2009 à 2017).
- Membre du Conseil de l'UMR DICE 7318, (26 février 2024-...)
- Participation à des comités de sélection : Université Grenoble-Alpes, 2009 ; Université Paris II- Panthéon Assas, 2009 ; Université Toulouse I – Capitole, 2013, Université de Lorraine, UFR DEA Metz, 2018 et 2019 ; Université de Lille 2021, Université d'Aix-Marseille, 2023, Université Paris1 – Panthéon- Sorbonne, 2023 ; Université d'Aix-Marseille, 2026.

Missions à l'étranger

- Séjour de recherche, Oxford et Londres, mars 2026.
- Mission d'enseignement en anglais, Cours magistral d'*Administrative Law*, dans le cadre du LLB Paris 2 – Maurice à Maurice, 2018-2026.
- *Visiting Scholar* à *University of California Los Angeles* (UCLA), grâce à la bourse Tocqueville de la *French-American Foundation*, juillet-septembre 2005.
- Séjour de recherche à la faculté de droit de *University College London*, juin 2004.